Politique & Société 1/2015

il Mulino

L’Europe « hors démocratie »

**Introduction**

Longtemps la construction européenne est apparue comme le fruit d’un compromis entre une droite libérale surtout soucieuse de bâtir une économie capitaliste régionale plus intégrée et une gauche social-démocrate attachée à faire valoir les droits des citoyens et des salariés en étendant à tous les pays membres les avancées démocratiques et sociales réalisées par les pays dans lesquelles les organisations du mouvement ouvrier avaient réussi à peser sur la législation nationale. La consolidation de la démocratie en Espagne, au Portugal et en Grèce, d’ abord, puis dans les anciens pays du « glacis soviétique » ont donné un certain crédit à la thèse selon laquelle l’Europe, si elle contribuait à élargir un espace économique d’accumulation au profit des entreprises capitalistes du « centre », avait aussi pour effet d’étendre à sa « périphérie » l’espace de la démocratie libérale, avec ses attributs classiques de libertés civiles, de droits politiques et même, dans une certaine mesure, de droits sociaux dits de « troisième génération ». En somme, l’Europe unie reconduisait à son échelle le compromis historique entre le capitalisme, avec son besoin de grand marché et sa recherche de gains de productivité, et le pouvoir salarié organisé, avec sa protection sociale et son attachement aux politiques redistributives. Cette apparence de compromis a tenu jusqu’au début des années 1990. La chute du mur de Berlin, le changement du rapport de forces entre les classes sociales, l’imposition universelle du « consensus de Washington » et surtout les effets de la « nouvelle mondialisation » financière ont profondément infléchi la construction européenne dans un sens néolibéral. Certes on aurait pu croire, au moment du Conseil européen de Lisbonne (2000) qui a ouvert la voie à ce qu’on a appelé dans le jargon officiel “la stratégie de Lisbonne”, que l’Union européenne entendait gagner la bataile de la compétitivité “par le haut” , en construisant une “économie de la connaissance” sur des bases coopératives. En réalité, très rapidement, c’est une autre voie beaucoup plus régressive qui allait être prise, faite de disciplines budgétaires renforcées, de reculs sociaux, de baisse du pouvoir d’achat. La crise financière de 2007-2008 et ses conséquences sur l’activité économique ont laissé un très court moment entrevoir la possibilité d’une réorientation de l’Europe dans un sens moins favorable à la déréglementation des marchés et à la spéculation financière, mais la parenthèse s’est vite refermée. Le secteur financier, avec l’aide de gouvernements complaisants, a réussi à transférer le coût de ses propres excès aux États et aux ménages. La crise dite des “dettes souveraines” qui s’en est suivi a conduit très rapidement à mettre en cause l’État social et à abaisser le coût du travail. Ce n’est pas le lieu d’analyser en détail ce tour de prestidigitation qui a fait passer d’une crise du capitalisme spéculatif à une crise de la dette publique, en parvenant à innocenter la finance de toutes ses responsabilités dans le déclenchement de la crise et à faire porter tout le poids de la charge sur les “archaïsmes” et les “corporatismes” d’un salariat “trop protégé”.

Ce qui seul nous importe ici est le diagnostic que l’on est en mesure de porter aujourd’hui sur l’état de la démocratie en Europe. Si la crise financière américaine et la crise de la zone euro n’ont pas provoqué la dé-démocratisation européenne, elles l’ont accélérée, accentuée et révélée au grand jour. Nous ne vivons pas seulement les conséquences désastreuses d’une politique déflationniste, nous subissons une crise politique larvée qui a pour caractéristiques une désaffection croissante des électorats vis-à-vis de l’Union européenne et un discrédit de plus en plus prononcé des responsables politiques qui, ne se sentant plus aucune obligation de respecter leurs engagements à l’égard de leurs électeurs, se vantent de n’avoir à obéir qu’aux “contraintes” des marchés financiers et aux règles impératives dont les institutions européennes se font les vestales sourcilleuses. En un mot, la citoyenneté nationale autant qu’européenne apparaît désormais privée de toute valeur symbolique et de tout pouvoir effectif. Il en résulte dans de nombreux pays une poussée souverainiste, une montée de la xénophobie anti-immigrés et, plus récemment l’apparition d’une germanophobie rampante. En d’autres termes, c’est l’autolégitimation même de l’Europe, tant intellectuelle que politique,qui est radicalement minée par les politiques néolibérales.

Cette situation singulière, que nous proposons d’appeler *le «hors-démocratie » de l’Europe*, s’inscrit dans un contexte mondial de nécrose prononcée de la démocratie dite « représentative ». Elle a cependant des traits singuliers qu’il convient de saisir. L’un de ces derniers est à nos yeux particulièrement important : la voie de sortie de la démocratie en Europe est directement liée à la médiation d’instances juridico-politiques qui, chargées de faire respecter les normes économiques et les impératifs financiers, viennent se substituer aux pouvoirs nationaux, lesquels étaient censés, selon la doctrine classique de la démocratie, émaner de la communauté politique des citoyens. Des gouvernements européens mis en place à la suite d’élections sont ainsi passés sous la tutelle d’organismes techniques chargés de prescrire directement les coupes à opérer dans les budgets et les dépenses sociales et les réformes à mettre en œuvre. L’exemple grec, qui a pris figure de laboratoire pour le continent, est évidemment dans toutes les mémoires. Mais il faut aussi se rappeler que tous les pays européens sont désormais sous la surveillance des instances européennes et contraints de mener partout des « réformes structurelles » stéréotypées. Le modèle néolibéral européen qui se met en place n’est pas sans rencontrer une profonde hostilité de la part de fractions très importantes de la population et engendre des tensions croissantes entre les pays du Nord et les pays du Sud de l’Europe.

**La nécrose universelle de la démocratie libérale classique**

Il revient à Wendy Brown d’avoir souligné que le néolibéralisme nous faisait entrer dans un processus continu de « dé-démocratisation »[[1]](#footnote-1). Sa thèse, essentiellement centrée sur la situation américaine, appartient à un ensemble plus large d’analyses qui ont pour point commun un tableau très sombre de l’état actuel de la démocratie. Colin Crouch a avancé dès les années 90 que nous étions entrés dans un régime qu’il qualifiait de « post-démocratique » et qui se caractérisait, entre autres, par le poids croissant et l’intervention directe des intérêts des grandes entreprises capitalistes dans la conduite politique des pays[[2]](#footnote-2). De son côté, Sheldon S.Wolin préfère parler de « démocratie managée » et de « totalitarisme inversé » pour désigner l’émergence d’un « superpouvoir » mi-public mi-privé exerçant un contrôle sans limites sur la population[[3]](#footnote-3). On peut retenir de ces analyses un certain nombre de caractères significatifs de l’époque qui est la nôtre. C’est d’abord le constat d’une désactivation de la démocratie libérale, dont la légitimité qui reposait sur l’expression de la volonté du peuple au travers d’une représentation électorale semble désormais irrémédiablement minée. Tournant le dos à la défense et à l’extension des droits des citoyens, la rationalité politique du néolibéralisme s’aligne sur la norme du marché, sur le modèle de l’entreprise, et sur les privilèges de la richesse. La rentabilité, la performance, la concurrence composent les nouvelles tables de la loi. La séparation entre l’univers des intérêts privés et le domaine public tend à disparaître au fur et à mesure que les valeurs du marché se disséminent dans toutes les institutions publiques, et jusqu’au cœur de l’État social[[4]](#footnote-4). La figure du citoyen s’efface, tandis que « l’homme économique » en quête de maximisation de son intérêt personnel et l’individu « entrepreneur de lui-même » deviennent les seul répondants de l’action gouvernementale. Les auteurs cités plus haut s’accordent sur le fait que la démocratie libérale, aussi imparfaite qu’elle ait été, appelait, ou du moins tolérait que soient posées des limites à la puissance publique, laquelle devait rester bon gré mal gré sous le contrôle du corps électoral. Avec l’avènement du néolibéralisme, nous assistons à une hybridation de la puissance de l’État et des puissances économiques privées qui conduit à un affranchissement progressif de ce contrôle démocratique et même, comme le montre Sheldon S.Wolin, à une inversion du contrôle : un pouvoir principiellement illimité se donne le droit de diriger la population comme si elle était constituée d’employés d’une grande entreprise. L’étatisme autoritaire, la fusion des oligarchies publiques et capitalistes, l’illimitation du pouvoir au nom de la « performance » menacent non seulement les droits sociaux mais aussi les libertés civiles et politiques d’une population qui fait de plus en plus l’objet d’une surveillance permanente. Ces constats se ramènent au fond à l’idée selon laquelle avec le néolibéralisme nous assistons à un virage radical dans la manière de gouverner les sociétés. La politique est non seulement submergée par la « généralisation de l’esprit d’entreprise » (W.Brown) [[5]](#footnote-5), elle est surtout réduite à une « gouvernance entrepreneuriale » qui n’a pour principe et pour objectif que l’accroissement indéfini du pouvoir comme le souligne Sheldon S.Wolin. Tout se passe au fond comme si la fusion de la puissance publique et des puissances capitalistes permettait progressivement à ces dernières d’infuser directement dans les rouages de l’Etat leur logique d’illimitation tout en leur permettant d’exercer une domination de plus en plus directe sur la société.

Ces traits généraux de la rationalité néolibérale, aussi pertinents soient-ils, doivent être complétés par des analyses plus fines susceptibles de montrer qu’elle prend selon les contextes des aspects distincts et emploie pour s’imposer des leviers différents. Si, comme l’ont montré Colin Crouch, Wendy Brown ou Sheldon S.Wolin, le néolibéralisme est une forme politique qui dévitalise la « démocratie libérale » classique, il ne le fait pas partout de la même manière. Michael Mann a suggéré que le néolibéralisme obéissait à des modèles différents que l’on pourrait faire apparaître en comparant le degré d’inégalités sociales, les réformes de la protection sociale, le rôle du FMI, les effets du libre échange, la dérégulation financière[[6]](#footnote-6). Il nous semble que l’Europe présente un profil singulier, qui ne tient pas à la résilience de son « modèle social » comme on le dit souvent pour mieux prôner son affaiblissement, mais plutôt à la manière spécifique que les instances politiques européennes emploient pour mener à bien la normalisation néolibérale. Sans doute les principaux pays membres de l’Union européenne ont-ils chacun leurs classes dominantes, leurs grandes banques, leurs multinationales, au même titre que les Etats-Unis, le Japon ou la Chine ont les leurs. Mais ces pouvoirs sociaux et économiques nationaux sont jusqu’à un certain point divisés et rivaux, et ne constituent donc pas à eux seuls une force suffisamment unifiée pour imposer partout en même temps les transformations structurelles conformes à la logique néolibérale. C’est précisément ce que la crise ouverte en 2008 va leur permettre de réaliser en s’appuyant sur des mécanismes renforcés de surveillance et d’assistance conditionnelle. L’enchaînement des événements consécutifs à la crise financière et l’action des gouvernements européens depuis lors sont à cet égard riches d’enseignement. On sait que la crise de l’euro entre 2010 et 2012 a été déclenchée par la double décision de renflouer les banques privées et de refuser la même garantie aux dettes publiques. Mais ce défaut de solidarité, inscrit d’ailleurs dans les textes européens, comme le retard pris pour assister les pays les plus menacés par la spéculation sur les obligations d’État (Irlande, Grèce, Portugal, puis Italie et Espagne) n’étaient pas une suite d’« erreurs techniques » inspirées par Angela Merkel comme on a pu le dire, mais une manière de faire pression sur les gouvernements des pays les plus exposés à la spéculation pour faire payer à leurs populations le coût principal de la crise financière. Ces événements montrent une particularité du système néolibéral européen. Les oligarchies économiques et politiques ont mis en place des systèmes collectifs de règles et de contraintes qui sont supposés fonctionner « objectivement » et s’imposer mécaniquement à tous, sans qu’aucun responsable d’une décision ne puisse être identifié, sans qu’aucun représentant d’un pays ou d’une force économique ne puisse être désigné comme l’auteur d’un choix politique. Ce pouvoir disciplinaire de la règle collective présente évidemment un avantage considérable puisqu’il fait passer pour une simple application des règlements une véritable stratégie politique[[7]](#footnote-7). La rationalité européenne n’est pas formelle comme on pourrait le croire. Elle vise plutôt un certain remodelage de l’économie et de la société “au nom” du respect des règles.

**De l’économie de la connaissance à l’austérité généralisée**

Mais de quelle nature est exactement cette stratégie européenne ? Au tournant des années 2000, la mise en oeuvre de la monnaie unique et la promotion d’une stratégie économique “fondée sur la connaissance” devaient assurer en se combinant un relèvement général de la productivité, une amélioration de l’insertion internationale des économies européennes les plus fragiles exposées à la concurrence des pays émergents, une montée en gamme des produits, un accès plus grand aux rentes technologiques obtenues par les droits de propriété intellectuelle, une concentration des entreprises européennes pour les mettre en état de rivaliser avec leurs concurrentes américaines et japonaises. Cette orientation ambitieuse supposait de donner la priorité aux “investissements d’avenir” dans les branches à haute technologie, d’augmenter les dépenses de recherche, d’étendre l’enseignement supérieur à une fraction plus importante des générations, afin, comme le disent les économistes, d’atteindre au plus vite “la frontière technologique”. Une telle stratégie ne contredisait en rien la norme néolibérale qui fait de la compétitivité l’impératif suprême de toute politique raisonnable[[8]](#footnote-8). Mais elle avait l’avantage de laisser croire que tous les pays membres, même les moins avancés, profiteraient des gains de compétitivité obtenus par les pays les plus performants. Ces promesses de croissance et de prospérité s’inscrivaient encore dans le monde enchanté du “grand marché” et de la “monnaie unique” que Jacques Delors avait fait miroiter quand il était à la direction de la Commission européenne. La vision idyllique des étudiants “Erasmus” circulant d’universités en universités pour vivre ensemble l’heureux brassage des peuples a permis de donner aux considérations profanes de la concurrence mondiale une touche d’enchantement romantique. C’est ce qui a également permis à la gauche européenne, qui participait au gouvernement d’une majorité de pays à l’époque de Lisbonne, de se faire, comme la droite, la championne de ce “capitalisme cognitif”.

Cette dernière grande espérance s’est effondrée bien avant la crise financière de 2008. L’éclatement de la bulle Internet du début 2000 a montré les limites de la croyance dans la “nouvelle économie”. Les gouvernements européens ont été incapables d’atteindre les objectifs de productivité et de croissance sur lesquels ils s’étaient solennelement engagés, ils n’ont même pas réussi à augmenter comme promis leurs dépenses de recherche et d’enseignement, même s’ils ont progressivement introduit des logiques concurrentielles et managériales à l’intérieur des institutions de recherche et d’éducation, cherchant à importer par ce moyen le modèle de l’université entrepreneuriale nord-américaine. L’échec de la “stratégie de Lisbonne s’explique aisément. Il tient à la contradiction structurelle de la construction européenne[[9]](#footnote-9). Le principe proprement “ordolibéral” qui l’anime voudrait faire de la concurrence entre les pays membres un levier d’unification politique, d’harmonisation réglementaire et d’homogénéisation économique. Si cette “concurrence libre et non faussée” s’est avérée source d’inégalités accrues entre les économies, ce n’est pas, comme les en accusent les tenants les plus réactionnaires de la droite européenne, que les “PIGS” sont incapables de restreindre leurs dépenses publiques et de réformer leur protection sociale jugée “trop généreuse”, c’est que les mécanismes de la monnaie unique eux-mêmes, en empêchant de corriger par des dévaluations monétaires les différences de compétitivité ont creusé les déficits des balances commerciales et des budgets. C’est aussi que l’unification monétaire ne s’est accompagnée d’aucune mesure sérieuse permettant de mettre fin au dumping fiscal et social qui encourage les délocalisations et profite aux grandes entreprises multinationales qui savent parfaitement exploiter les diférences de législation entre les pays, qu’aucune mesure ne s’est sérieusement attaqueé aux paradis fiscaux qui sont installés en plein coeur de l’Europe, pas plus que n’ont été prises les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption et la fraude fiscale des classes les plus fortunées. C’est même tout l’inverse qui s’est produit du fait de ce dogme constitutif de l’Union européenne qui voudrait que la concurrence entre les législations sociales et fiscales soit en elle-même source d’efficacité pour l’ensemble de l’Europe. La politique unilatérale, non coopérative, et finalement déflationniste menée par le chancelier Schröder au début des années 2000 en a été une parfaite illustration. Gerhard Schröder a fait le pari d’une “sortie par le bas” de l’économie allemande, en restreignant les dépenses publiques d’investissement, en flexibilisant le marché de l’emploi, en baissant le coût du travail[[10]](#footnote-10). La “troisième voie” prônée par Blair et Schröder et théorisée par Anthony Giddens a trouvé dans la précarisation de masse introduite en Allemagne à partir de 2002 par les lois Hartz leur manifestation la plus exemplaire. Outre la pression exercée sur les chômeurs pour qu’ils acceptent baisse de salaires et déclassement professionnel, cette politique d’hyper-compétivité nationale visait à stimuler les exportations allemandes tout en comprimant la demande interne, ce qui ne pouvait que détériorer la situation des pays voisins contraints progressivement d’imiter la politique de l’Allemagne, compte tenu de son poids dans l’ensemble des échanges intra-européens. Cette politique de Gerhard Schröder, hier dénoncée par les socialistes français comme relevant d’un égoïsme rétrograde et présentée aujourd’hui par les mêmes comme un modèle de “courage” politique, a ceci de particulier qu’elle a été menée dans l’un des seuls pays qui n’avait pas besoin d’opérer une déflation salariale interne puisqu’il possède un appareil productif de loin le plus compatible avec une monnaie forte[[11]](#footnote-11). Il ne suffit pourtant pas d’accuser la politique des gouvernements allemands. Ces derniers ne font qu’interpréter à leur manière, c’est-à-dire à la lettre, et selon leurs intérêts bien compris une partition écrite collectivement.

**La sortie européenne hors de la démocratie**

Le« hors-démocratie » de l’Europe est souvent confondu avec une sorte de nouvelle domination allemande sur l’Europe, qui tiendrait, selon les différentes versions de la thèse, au culte monétaire de sa population, à son tropisme *Mitteleuropa* ou encore à la puissance exceptionnelle de son industrie. S’il est parfaitement exact que la construction européenne a profité beaucoup plus à l’économie allemande qu’aux autres, il n’y a là nul hasard puisque les instruments monétaires et les dogmes budgétaires de l’Union européenne n’ont fait que transposer à une échelle plus large ceux de l’Allemagne d’après guerre[[12]](#footnote-12). Mais il serait faux de voir dans les asymétries de pouvoir actuelles entre économies une volonté expresse de domination impériale et de colonisation germanique sur l’ensemble européen. Cette situation objectivement dominante de l’Allemagne n’est pas le résultat d’un coup de force isolé du chancelier Schröder mais bien le fruit d’une longue série de décisions prises par tous les gouvernements des pays membres, avec l’accord de leurs parlement et avec l’assentiment au moins tacite de la majorité des électeurs qui ont donné régulièrement leurs voix à des partis favorables au système des règles en vigueur. La confusion qui attribue au gouvernement allemand une volonté hégémonique tient au rôle de surveillant général qu’il s’est donné quant à l’application rigoureuse des règles décidées en commun. Et il tient d’autant plus à ces règles qu’il n’en souffre pas électoralement. Le « hors-démocratie » de l’Europe ne tient donc pas à cette sorte d’hégémonie économique de “second rang” qu’exerce l’Allemagne derrière les Etats-Unis sur les autres pays. En réalité, elle tient à la constitutionnalisation progressive du principe de la concurrence, de la stabilité monétaire et de la “politique de l’offre” à travers les “réformes structurelles”. Dans le régime néolibéral européen, le pouvoir oligarchique du capital s’exerce en grande partie par l’entremise d’un système de contraintes qui a été délibérément établi par les gouvernements et qui les empêche de mener une politique qui ne serait pas favorable au capital dans son ensemble. C’est un corset institutionnel qui prive les gouvernements de toute véritable marge de manoeuvre contracyclique et, pire, les contraint d’engager des mesures d’économie budgétaire procyclique pour respecter les objectifs chiffrés de déficit et de dette.

L’analyse qui consiste à déplorer le contresens économique auquel mène l’obsession dogmatique pour l’équilibre des comptes publics oublie que cette orientation a pour volet complémentaire l’obligation faire aux États de conduire les réformes les plus conformes aux intérêts des classes dirigeantes. En d’autres termes, les contraintes budgétaires que l’Union européenne s’est données permettent d’imposer aux populations et aux salariats des “réformes structurelles”, terme euphémisé qui renvoie au répertoire néolibéral des transformations jugées indispensables par les élites économiques : réformes des retraites (baisse du niveau des pensions, report de l’âge de départ), baisse du salaire minimum et des prestations sociales, réduction des protections des salariés contre les licenciements, déréglementation du marché de l’emploi, privatisation et ouverture à la concurrence, précarisation du contrat de travail, Ces réformes sont supposées “libérer la croissance” , puisque celle-ci, dans la doctrine officielle de l’Union européenne, ne dépend pas du niveau de la demande mais des contraintes pesant sur l’offre. De sorte que le marasme économique dans laquelle est aujourd’hui plongée l’Europe du fait du niveau très insuffisant de la demande effective ne fait que renforcer les appels à sabrer dans les dépenses publiques et à accélérer les réformes du marché du travail et de la fiscalité, lesquelles coupes et réformes affaiblissent à leur tour la demande et l’activité[[13]](#footnote-13).

Ce cercle vicieux, qui est en même temps une occasion historique de se défaire du “modèle social européen”, tient à la forme “ordolibérale” de la sortie européenne de la démocratie. Par là il faut entendre que le modèle théorique sous-jacent à la construction européenne a été fourni dès les années 1930 par les juristes et les économistes de l’École de Fribourg, lesquels, sous la direction intellectuelle de Walter Eucken, ont donné la priorité à l’établissement d’un cadre juridico-politique permettant l’équilibre des échanges et la stabilité monétaire. Pour le dire autrement, la “politique de l’offre”, qui relève apparemment de la batterie doctrinale de l’École de Chicago, a trouvé en Europe un destin institutionnel particulier : elle est devenue, traité après traité, un élément indiscutable et inamovible du système constitutionnel européen. La doctrine ordolibérale vise à soustraire l’ensemble du champ économique à la discussion et à la décision politique. La monnaie relève de la seule banque centrale, les budgets doivent toujours être en équilibre, les marchés, en particulier le marché du travail, doivent être “libérés” de toute intrusion sociale et politique perturbatrice. C’est à ce véritable idéal d’automaticité des objectifs, des fonctionnements, des procédures et des sanctions qu’ont répondu les différents traités qui depuis Maastricht ôtent aux gouvernements et aux parlements toute latitude d’intervention autonome pour agir sur la conjoncture ou pour orienter les réformes de structures. Le dernier “Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance” (TSCG), appelé aussi Pacte budgétaire signé par les chefs de gouvernement et d’État le 2 mars 2012 en est une parfaite illustration. Avec le renforcement des procédures de contrôle du budget et l’accroissement de la pression sur les gouvernements pour qu’ils mettent en œuvre les “réformes structurelles”, avec la menace des sanctions automatiques pour les pays contrevenants, il ne fait qu’accentuer ce que le Pacte de stabilité et de croissance avait déjà mis en place en 1997. Peu importe en réalité que ces pactes et ces traités aient dû être régulièrement révisés du fait du caractère “stupide” des règles mises en place[[14]](#footnote-14), l’important tient à la philosophie politique ordolibérale qui en constitue le fondement. Cette philosophie politique voit dans la démocratie un danger potentiel dans la mesure même où les électeurs, et les partis qui voudraient les séduire par des illusions démagogiques, pourraient être tentés de remettre en cause les règles et les lois qui permettent au marché de fonctionner de façon optimale. Il convient donc d’empêcher toute intervention intempestive des pouvoirs politiques, surtout s’ils leur prenaient l’envie de remettre une décision dans les mains des électeurs. Le respect absolu des normes et des objectifs chiffrés aboutit à la désactivation de la démocratie jusque dans ses formes les plus timides, puisque tout est fait précisément pour que les besoins et les désirs de la population ne viennent contaminer la bonne gestion monétaire et budgétaire.

L’histoire récente de l’Union européenne fournit à cet égard des exemples particulièrement significatifs. Lorsque les électeurs français et néerlandais consultés par référendum en 2005 sur le projet de “traité constitutionnel européen” ont répondu par la négative, leur vote a été quelques années plus tard contourné par le vote au parlement du Traité de Lisbonne qui n’était qu’un décalque du premier. Il est arrivé la même mésaventure aux électeurs irlandais qui ont été obligés de retourner aux urnes jusqu’à ce qu’ils donnent leur assentiment à ce même Traité de Lisbonne en 2009. Plus flagrant encore, lorsque le premier ministre grec Georges Papandréou a voulu en octobre 2011 soumettre à référendum le plan de réduction des dépenses publiques concoctées par la Troïka, le tandem Merkel-Sarkozy lui a fait obligation de démissionner sur le champ, ce qui a permis de nommer à sa place l’ancien gouverneur de la Banque de Grèce, puis vice-président de la Banque centrale européenne, un homme de confiance des milieux financiers et du gouvernement allemand, Lucas Papademos. Enfin, l’exemple plus récent du retournement des orientations proposées par François Hollande lors des élections présidentielles est lui aussi très éloquent. Élu sur un programme de lutte apparemment déterminée contre la spéculation financière et de combat résolu contre le chômage, s’engageant aussitôt qu’il serait en place à renégocier le Pacte budgétaire, François Hollande s’est très vite aligné avec un zèle confondant sur la doxa néolibérale la plus radicale, allant beaucoup plus loin que les recommandations européennes en matière de transfert financier au bénéfice des entreprises afin de rétablir la “compétitivité” des entreprises. Tous ces événements montrent comment les gouvernements européens sont tous aujourd’hui prisonniers d’un cadre qu’ils ont contribué à construire, qu’ils ne remettent pas en question, qu’ils légitiment au contraire comme la source suprême du pouvoir dont ils sont à la fois les bâtisseurs et les relais locaux.

**Crise finale ou sursaut de la démocratie ?**

Ce que l’on appelle pudiquement le « déficit démocratique » européen n’est certainement pas nouveau. Il est même consubstantiel à la construction de l’édifice de l’Union dont l’un des principes est que le « pouvoir des citoyens » soit étroitement limité par le respect d’une « constitution économique », peu à peu définie et précisée par des traités, des directives et la jurisprudence de la Cour européenne de justice[[15]](#footnote-15). Cette limitation originelle du pouvoir démocratique s’est transformée depuis les années 2000 en une involution démocratique dramatique, marquée par le jeu de règles constitutionnalisées (la « règle d’or de l’équilibre budgétaire») et par l’imposition de « réformes structurelles » présentées comme indiscutables puisqu’elles sont la condition de la bienveillance des marchés financiers, de l’attractivité des capitaux étrangers et de la compétitivité des entreprises nationales. Depuis la définition des “critères de convergence” de Maastricht en 1992 et leur confirmation dans les traités suivants, jusqu’à la mise en œuvre du Mécanisme européen de stabilité en 2012, les surveillances et les contrôles des politiques économiques nationales se sont considérablement renforcés. D’un autre côté, il n’est plus possible de discuter les politiques déflationnistes, en dépit de leurs effets massivement récessifs qui inquiètent jusqu’aux responsables du FMI. La prolongation de la crise en Europe a aujourd’hui pour cause première et fondamentale la destruction d’un espace public de discussion, une destruction qui a les plus étroits rapports avec une manière de gouverner par des objectifs-cibles qui sont soustraits au débat public. Cette manière n’est pas seulement procédurale : sa substance consiste partout et toujours à défaire les structures de l’État social et à abaisser la protection juridique des salariés. Les techniques drastiques de « surveillance intégrée » appliquées à la Grèce depuis 2010 et qui ont abouti à un désastre social qu’aucun pays européen n’avait connu depuis des décennies constituent la variante extrême de la gouvernementalité européenne.

La déflation rampante qui s’installe en Europe n’est pas seulement imputable, comme le soutiennent les économistes keynésiens comme Paul Krugman ou Joseph Stiglitz, à de tragiques erreurs de politique économique, qui reproduisent les égarements des gouvernements après 1929. Elle est liée à la dépression de la démocratie en Europe. Particulièrement symptomatique est le rôle de la gauche gouvernementale dans ce processus de dévitalisation démocratique. Plutôt que de constituer un contrepoids et une contre-force, les partis qui la composent se sont transformés depuis le début du millénaire en acteurs de premier plan de cette sortie de la démocratie libérale. Une responsabilité particulière incombe au SPD allemand qui, par son alliance avec le New Labour de Tony Blair, a engagé toute l’Europe dans une logique de régression sociale puis, avec la généralisation de l’austérité, dans une profonde récession économique au début des années 2000. Ce virage ouvertement néolibéral de la gauche a permis de surenchérir sur la droite en matière de reculs sociaux affectant les retraites, l’indemnisation du chômage, l’extension du travail partiel ou dominical ou encore le « contrat unique de travail »[[16]](#footnote-16). La transformation de la crise financière en crise des dettes publiques a été l’occasion pour la Commission européenne d’imposer à tous les pays, et d’abord aux pays du Sud, ce même type de réformes. Que la gauche dite par abus “sociale-démocrate”, en se soumettant à cet ordre constitutionnel souverain, se soit finalement ralliée au projet néolibéral marque incontestablement une rupture dans l’histoire politique européenne dans la mesure où non seulement ce virage prive les salariés d’une voie politique alternative qui leur serait moins défavorable mais il fait surtout de l’une de leurs principales expressions historiques dans le champ politique un nouvel adversaire déclaré de leurs intérêts[[17]](#footnote-17). Ce “suicide idéologique” de la gauche comme telle n’est pas nouveau, dira-t-on. Il est vrai que la gauche au pouvoir a déjà mis en œuvre dans le passé des reculs sociaux, qu’elle a participé à la construction de l’Europe ordolibérale, qu’elle a réalisé des privatisations de grande ampleur. Mais, à s’en tenir à l’exemple français, la manière était un peu honteuse, et souvent contrebalancée par des dispositifs sociaux comme les 35 heures. Aujourd’hui, c’est à une conversion « décomplexée » et « courageuse » au néolibéralisme que nous assistons. L’effet est considérable. Tous les repères lexicaux et les schémas intellectuels de la gauche depuis des décennies sont abandonnés et disqualifiés à mesure que les membres du gouvernement et les responsables du parti socialiste reprennent à leur compte tous les poncifs et les clichés de la droite. Il est désormais difficile en France de distinguer une « politique de gauche » d’une « politique de droite », du moins si l’on s’en tient aux « grands partis ». Il n’y a plus, de l’un et de l’autre côté de l’échiquier politique, qu’un même mélange de dénonciations des « faux chômeurs », des « syndicats archaïques », des « corporatismes qui bloquent le pays », et de louanges dithyrambiques faits au « modèle allemand », aux « entrepreneurs innovants » , voire à la « bonne finance »[[18]](#footnote-18), etc. En un mot, c’est tout le socle symbolique de la gauche qui est aujourd’hui en cours s’effondrement. Mais au-delà de cette décomposition idéologique, l’effet n’est pas moins considérable sur l’ensemble du champ politique. Les souffrances et les angoisses d’une population de plus en plus exposée au chômage, à la précarité, à l’appauvrissement ne trouvent plus d’écho dans une classe politique à la pensée uniformisée. La défiance à l’égard des partis gouvernementaux, dont témoignent les chiffres de l’abstention, et la colère qui s’exprime dans les votes massifs pour les partis dits « protestataires », ne font que croître. L’extrême droite française est arrivée en tête des dernières élections européennes. Les extrémistes flamands participent au gouvernement fédéral belge. « Aube dorée » a eu jusqu’à dix-huit députés au parlement d’Athènes. Les partis « eurosceptiques » et nationalistes progressent un peu partout. L’éclatement de la zone euro, voire de l’Union européenne, n’est plus chose impensable. Le ralliement de la gauche à la souveraineté de la constitution économique a pour effet non seulement d’interdire tout vrai débat entre gauche et droite mais également d’ouvrir un espace aux partisans d’un néoconservatisme nationaliste et xénophobe. Tout repose désormais sur la capacité du salariat et de la société dans son ensemble à imposer une refondation démocratique de l’Europe.

Il s’agit en d’autres termes de faire de l’Europe un véritable *commun politique*. Une telle tâche impose de renverser la logique d’expertocratie qui a trop longtemps prévalu en matière de construction européenne (souvenons-nous de la vogue du « gouvernement des techniciens » !). Tout à l’inverse le commun politique présuppose une primauté de principe du point de vue de l’usager siur celui de l’expert ou du technicien. Au chapitre 11 du Livre III de la *Politique*, Aristote argumente en ce sens en faveur de la souveraineté de la masse (*plêthos*) qu’il comprend comme participation de celle-ci aux pouvoirs délibératif et judiciaire, donc au pouvoir de désigner les « magistrats » (les gouvernants qui exercent le pouvoir exécutif) et de vérifier leurs comptes. Il rencontre alors une objection très platonicienne, celle de la compétence du spécialiste : choisir un médecin est affaire de médecins et un médecin ne doit rendre compte qu’à des médecins, c’est-à-dire à des professionnels exerçant la même spécialité. Bref, c’est à l’homme compétent qu’il revient de décider et non à la masse des incompétents. La réponse d’Aristote tient en quelques mots : «…dans certains domaines, le fabricant ne saurait être le meilleur juge, dans la mesure où ceux qui ne sont pas des techniciens ont aussi à connaître des produits : connaître une maison, par exemple, ce n’est pas seulement le fait de celui qui la construit, mais celui qui s’en sert en juge mieux que lui…»[[19]](#footnote-19) La comparaison de la politique avec la médecine se voit ainsi privée de toute pertinence : si dans un art comme la médecine la compétence doit prévaloir, en politique c’est le point de vue de l’usager ou du destinataire qui doit l’emporter sur celui du technicien ou du spécialiste. Le sens de l’analogie proposée est très clair : la masse des citoyens juge mieux que le ou les gouvernants ce qui est bon pour la cité ou le commun politique. De même que les usagers d’une maison sont ceux qui l’habitent et l’entretiennent, de même les citoyens d’un commun sont ceux qui l’entretiennent par leur activité de délibération, de jugement et de décision et c’est pourquoi leur jugement est meilleur que celui du gouvernant le plus expert. Aux antipodes de la figure du citoyen « consommateur » si prisée par l’ordolibéralisme, le citoyen dont Aristote fait l’analogue d’un « usager » est celui qui agit avec les gouvernants comme avec les autres citoyens de manière à garder et à préserver le commun dont tous ont la charge. Il est grand temps que l’Europe devienne la « maison commune »de ses citoyens.

.

 PIERRE DARDOT ET CHRISTIAN LAVAL

1. Cf. Wendy Brown, “Le néolibéralime et la fin de la démocratie”, in *Les habits neufs de la politique mondiale*, Les Prairies ordinaires, 2007. [↑](#footnote-ref-1)
2. Colin Crouch, *Post-democracy,* Polity Press, 2004. [↑](#footnote-ref-2)
3. Sheldon S. Wolin, *Democracy incorporated*, *Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarism*, 2008. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cf. *ibid*., p. 50. [↑](#footnote-ref-4)
5. Wendy Brown, *ibid.,* p. 68. [↑](#footnote-ref-5)
6. Michael Mann, “The Variable Impact of Neo-Liberalism Across the Globe”, in Sokratis Koniordos and Nicos Fotopoulos (eds.), *Poverty, Education, and Social Inequalities in the Age of Globalization*, Athens, GSEE, 2010 [↑](#footnote-ref-6)
7. Il est vrai qu’il s’agit d’ une fiction car les règles s’avèrent bien souvent inefficaces voire dangereuses et elles ne cessent de changer au fur et à mesure des crises. Mario Draghi a, on le sait, dû forcer la main des responsables allemands pour mettre en place les « mesures non conventionnelles » qui ont permis à la BCE de calmer la spéculation sur les titres de la dette des pays visés par la spéculation. [↑](#footnote-ref-7)
8. On oublie parfois que cette “stratégie” visait aussi à faire converger les économies européennes vers le modèle néolibéral, en particulier par l’instauration d’un marché flexible du travail à l’échelle de l’Europe. [↑](#footnote-ref-8)
9. Sur le fondement ordolibéral de la construction européenne, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage *La nuova ragione del mondo*, DeriveApprodi, 2013. [↑](#footnote-ref-9)
10. Guillaume Duval, *Made in Germany: Le modèle allemand au-delà des mythes,*Le Seuil, 2013. [↑](#footnote-ref-10)
11. Ce n’est évidemment pas le cas des pays moins compétitifs qui, eux, ne trouvent de solutions que dans la baisse du coût du travail et la baisse des dépenses publiques puisque toute dévaluation leur est interdite. [↑](#footnote-ref-11)
12. Cf. à ce propos, Ulrich Beck, *Non à l’Europe allemande, Vers un printemps européen ?*, Éditions Autrement, 2013. [↑](#footnote-ref-12)
13. Tout n’est pas négatif, au moins du point de vue des intérêts du capital, dans l’utilisation qui est faite de cette crise des “dettes souveraines”, qui rappelle la manière dont le FMI a instrumentalisé la crise de la dette des pays du Sud pour leur imposer les “plans d’ajustement structurel” dans les années 1980 et 1990. [↑](#footnote-ref-13)
14. Selon un mot d’humeur de Romano Prodi. Cette “stupidité” tient à ce que le principe du respect automatique d’objectifs-cibles fixés indépendamment de la conjoncture est absolument incapable de tenir lieu de coordination macroéconomique. [↑](#footnote-ref-14)
15. Sur la “souveraineté de la constitution”, cf. Pierre Dardot et Christian Laval, “Cambiare Europa o cambiare l’Europa”, in *Lettera Internazionale*, 2e trimestre 2014. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le mimétisme des réformes proposées est frappant. C’est ainsi que quelques mois après que Matteo renzi a proposé l’instauration d’un “contrat de travail” unique en Italie, c’est au tour du premier ministre français Manuel Valls et son ministre de l’économie Emmanuel Macron de suggérer la même réforme. [↑](#footnote-ref-16)
17. Sur le récit du “hold up” qu’a constitué le comportement du président français François Hollande qui, sitôt élu, mène une politique économique et sociale exactement contraire de celle annoncée durant la campagne éléctorale, cf. Laurent Mauduit, *À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*, Don Quichotte, 2014. [↑](#footnote-ref-17)
18. Selon une expression du Ministre du budget français Michel Sapin. [↑](#footnote-ref-18)
19. Aristote, *Les politiques*, traduction et présentation par Pierre Pellegrin, GF Flammarion, Paris, 1993, p. 243. [↑](#footnote-ref-19)